

# Dispositions spéciales de LINASENS (FR001400C4M8)



**CARDIF**  
GROUPE BNP PARIBAS

Autre FIA sous forme de société civile immobilière à capital variable

Cette offre est proposée au sein des contrats d'assurance vie et de capitalisation dont l'Assureur est Cardif Assurance Vie,  
dans la limite de l'enveloppe disponible et peut être close à tout moment.

## Demande de versement/arbitrage

N° de client Cardif:

N° d'adhésion/de contrat:

Nom du contrat:

### Adhérent/Souscripteur:

Nom:

Nom de naissance:

Prénom:

Nom de l'intermédiaire en assurance: Assurancevie.com

Numéro d'apporteur: FFH Í J

Référence de l'acte:

### Co-Adhérent/Co-Souscripteur (le cas échéant):

Nom:

Nom de naissance:

Prénom:

Souscripteur Personne Morale (raison sociale):

Montant du versement brut de frais affecté au support en unités de compte **LINASENS**:  €  
(Les frais sur versements appliqués sont ceux indiqués dans le bulletin d'opération joint)

Montant de l'arbitrage provenant du Fonds général brut de frais affecté au support en unités de compte **LINASENS**:  €  
(Les frais d'arbitrage appliqués sont ceux indiqués dans le bulletin d'opération joint)

Pour la part de la valeur de rachat affectée au support en unités de compte **LINASENS**, les dispositions énoncées ci-dessous viennent en dérogation aux dispositions contractuelles relatives:

- aux versements,
- aux arbitrages,
- à la valorisation de la part de la valeur de rachat affectée aux supports en unités de compte,
- aux rachats.

Les autres caractéristiques du contrat restent inchangées.

Offre disponible exclusivement dans le cadre de la **Gestion libre**, pour le versement initial, le versement complémentaire<sup>(1)</sup> et les arbitrages en provenance du Fonds général.

**Le support en unités de compte LINASENS ne peut pas être choisi:**

- dans un contrat dit « DSK »<sup>(2)</sup>, avec option PEA ou uniquement en euros,
- dans le cadre des services financiers proposés par le contrat,
- comme support à investir dans le cadre des versements réguliers,
- comme support à désinvestir dans le cadre des rachats partiels programmés.

Le versement net de frais sur versement ou l'arbitrage net de frais d'arbitrage en provenance du Fonds général affecté au support en unités de compte **LINASENS** bénéficie des conditions suivantes:

## Constitution du capital

Pendant la période de commercialisation, l'Adhérent/Le Souscripteur peut affecter une part de son versement initial ou complémentaire<sup>(1)</sup> ou d'un arbitrage sortant du Fonds général sur le support en unités de compte **LINASENS**.

Pour chaque opération, l'investissement sur le support en unités de compte **LINASENS** est de minimum 5000 euros et maximum 150000 euros.

Après chaque opération d'investissement (versement initial, versement complémentaire, arbitrage en provenance du Fonds général):

- la part totale de la valeur de rachat affectée à **LINASENS** ne doit pas dépasser 1000000 € par adhésion/contrat,
- la part totale de la valeur de rachat affectée à des supports immobiliers et à d'Autres FIA constitués sous forme de sociétés à objet immobilier ne doit pas excéder 5000000 € et 70 % de la valeur de rachat de l'adhésion/du contrat,
- conformément à l'article R. 131-1, II, 2° du Code des assurances, la part totale des engagements en unités de compte affectée à des supports de type parts ou actions d'Autres FIA, de fonds de fonds alternatifs et d'actions de sociétés commerciales (hors sociétés de capital-risque) ne peut excéder 30 % de l'ensemble de l'encours de l'adhésion/du contrat.

Une commission de souscription peut être prélevée lors de l'acquisition de l'unité de compte **LINASENS**.

Les frais spécifiques liés au support en unités de compte **LINASENS** s'ajoutent aux frais du contrat et diminuent la valeur liquidative du support.

L'ensemble des frais liés au support en unités de compte est précisé dans la documentation du support **LINASENS** disponible auprès de votre Courtier d'assurance, et le Document d'Informations Clés (DIC)/Document d'Informations Spécifiques (DIS) du support.

Paraphe de l'Adhérent/  
du Souscripteur<sup>(3)</sup>

Paraphe du co-Adhérent/  
du co-Souscripteur<sup>(3)(4)</sup>

# Valorisation du capital

## Évaluation des unités de compte

La valeur de rachat affectée au support en unités de compte **LINASENS** est égale au nombre d'unités de compte **LINASENS** détenues multiplié par la valeur d'une part de **LINASENS**. Cette valeur est sujette aux évolutions du marché immobilier.

## Désinvestissement du support en unités de compte

En cas d'opération de désinvestissement<sup>(5)</sup> du support en unités de compte **LINASENS**, la valeur de l'unité de compte retenue pour la conversion est la valeur de la part de **LINASENS** à la date d'effet de l'opération.

Pour chaque support en unités de compte intervenant dans l'opération, si Cardif Assurance Vie se trouve dans l'impossibilité d'acheter ou de vendre un des actifs concernés par l'opération (par exemple en cas d'absence de cotation ou de liquidité), la date de conversion est repoussée du nombre de jours nécessaires pour réaliser l'achat ou la vente de cet actif, dans le respect des délais réglementaires.

## Affectation des revenus distribués

Conformément à l'objectif de gestion du support en unités de compte **LINASENS**, celui-ci n'a pas vocation à distribuer des revenus sauf à titre exceptionnel.

En cas de distribution exceptionnelle de revenus par le support en unités de compte **LINASENS**, Cardif Assurance Vie affectera 100 % des revenus distribués par celui-ci, au prorata du nombre d'unités de compte détenues à la date de paiement des revenus, sur un support en unités de compte correspondant à un actif ayant un indicateur synthétique de risque (SRI) inférieur ou égal à 2<sup>(6)</sup>.

En cas d'opération de désinvestissement du support en unités de compte **LINASENS**, les unités de compte cédées donnent droit aux distributions de revenus jusqu'à la dernière distribution précédant leur cession.

**Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sont sujets à des fluctuations à la hausse comme à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers et/ou immobiliers. Les supports en unités de compte présentent donc un risque de perte en capital pouvant être partielle ou totale. L'assureur ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte, mais pas sur leur valeur.**

## Signature(s)

Je reconnais avoir reçu, pris connaissance et accepté :

- les dispositions spéciales ci-dessus,
- les caractéristiques principales du support en unités de compte **LINASENS** valablement indiquées par la remise du Document d'Informations Clés (DIC)/ Document d'Informations Spécifiques (DIS).

Je reconnais également avoir été informé(e) que le Document d'Informations Clés (DIC)/Document d'Informations Spécifiques (DIS) du support en unités de compte est mis à disposition sur le site de l'Assureur : <http://document-information-cle.cardif.fr/CGPI>

Fait à : \_\_\_\_\_, le : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

Signature de l'Adhérent/du Souscripteur<sup>(3)</sup>

Signature du co-Adhérent/du co-Souscripteur<sup>(3)(4)</sup>

(1) Hors contrats de capitalisation Personnes Morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés, pour lesquels l'offre n'est disponible que pour les versements initiaux, sauf dispositions contractuelles contraires.

(2) Selon l'article 125 O-A-I 1°, alinéas 8 à 16, du Code général des impôts (issu de l'article 21 de la loi de finances pour 1998) et les décrets 98-412 et 98-413 du 28 mars 1998.

(3) Si l'Adhérent/le Souscripteur bénéficie d'une mesure de protection (tutelle, curatelle, habilitation familiale, sauvegarde de justice), paraphes et signature du(des) représentant(s) légal(aux). Il convient de se rapprocher de votre Courtier pour connaître les démarches à effectuer.

Si l'Adhérent/le Souscripteur est un mineur, paraphes et signature du(des) représentant(s) légal(aux).

Si le Souscripteur est une personne morale, paraphes et signature du(des) représentant(s) habilité(s) à signer pour la personne morale.

(4) Paraphes et signature indispensables pour les contrats en co-adhésion/co-souscription.

(5) En cas de rachat, sous réserve de l'accord du bénéficiaire s'il est acceptant et/ou de l'accord du créancier si le contrat fait l'objet d'un nantissement ou d'une délégation de créance.

(6) SRI inférieur ou égal à 2 : un actif ayant un indicateur synthétique de risque dont la classe de risque est basse, au sens de l'article 3 du Règlement délégué (UE) n° 2017/653 de la Commission du 8 mars 2017.

Merci d'adresser ce document sans omettre de le signer, à votre correspondant habituel. À réception de ce document par Cardif Assurance Vie, un avenant doit vous être adressé dans un délai maximum de 3 semaines. Si ce n'était pas le cas, veuillez nous le signaler.

Cardif Assurance Vie

SA au capital de 719 167 488 € - RCS Paris 732 028 154

Entreprise régie par le Code des assurances

Siège social : 1, boulevard Haussmann 75009 Paris

Bureaux : 8 rue du Port, 92728 Nanterre Cedex - France

